



Mission régionale d'autorité environnementale

BRETAGNE

**Avis délibéré de la Mission régionale
d'autorité environnementale de Bretagne sur
le projet de création d'un élevage avicole
à Langoëlan (56)**

N°_MRAe 2018-006623

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

Par courrier du 03 décembre 2018, le Préfet du Morbihan a transmis pour avis à la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne, le dossier d'autorisation environnementale concernant le projet de création d'une exploitation d'un élevage avicole de 120 000 emplacements de volailles de chair à Langoelan (Morbihan), porté par l'EARL de Kermaria.

Le projet est soumis aux dispositions du code de l'environnement relatives aux études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements.

Le projet est instruit dans le cadre de l'autorisation environnementale au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau. Il est soumis aux dispositions du code de l'environnement relatives aux études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements. Le contenu de l'étude d'impact est défini à l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

Conformément à ces dispositions, l'Ae a consulté le préfet du Morbihan au titre de ses attributions dans le domaine de l'environnement, ainsi que l'agence régionale de santé (ARS). L'Ae a pris connaissance de l'avis de la DDTM du Morbihan du 6 décembre 2018.

La MRAe s'est réunie le 24 janvier 2019. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur le projet susvisé.

Étaient présents et ont délibéré : Françoise Burel, Alain Even, Antoine Pichon et Aline Baguet.

En application de l'article 9 du règlement intérieur du CGEDD, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

Après en avoir délibéré, la MRAe de la région Bretagne rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italiques gras pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que, pour tous les projets soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » (Ae) désignée par la réglementation doit donner son avis. Cet avis doit être mis à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité ou des autorités compétentes pour autoriser le projet, et du public.

L'avis de l'Ae ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable ; il vise à permettre d'améliorer le projet et à favoriser la participation du public. À cette fin, il est transmis au pétitionnaire et intégré au dossier d'enquête publique ou de la procédure équivalente de consultation du public, conformément à la réglementation. La décision de l'autorité ou des autorités compétentes pour autoriser la réalisation du projet prend en considération cet avis (article L. 122-1-1 du code de l'environnement).

Le présent avis ne préjuge pas du respect des autres réglementations applicables au projet.

Synthèse de l'avis

Le projet de l'EARL de Kermaria, localisé sur la commune de Langoëlan, porte sur la construction de deux poulaillers destinés à la production de poulets à chair, d'un hangar et la création d'un forage d'eau pour l'alimentation en eau de l'élevage. Le nombre d'animaux-équivalents pourra atteindre 120 000 unités. Les volailles seront élevées sur litière de copeaux de bois dans deux bâtiments, de 2 200 m² chacun, équipés d'une ventilation dynamique. Une aire de compostage sera également créée pour composter sur site les effluents d'élevage avant de les transférer hors de l'élevage dans le cadre d'un contrat.

Pour l'Ae, au vu du fonctionnement du site, des bâtiments d'élevage et du contexte environnemental, les enjeux sont : la protection des milieux naturels (biodiversité, sols, eaux), la préservation du paysage, la limitation des nuisances olfactives, la prise en compte de la santé, la sécurité et l'enjeu plus large de l'atténuation du changement climatique.

L'étude d'impact présentée à l'appui de ce projet rend mal compte de la manière dont les préoccupations environnementales ont été intégrées dans la conception du projet d'élevage et de son exploitation future. Le fonctionnement du site comporte de nombreuses imprécisions. L'identification des enjeux et les effets induits du projet ne sont pas correctement définis. L'efficacité attendue des mesures prévues demanderait à être mieux établie, ainsi que les mesures de suivi permettant de s'assurer de cette efficacité.

La qualité du projet concernant la prise en compte de l'environnement ne peut de ce fait être complètement appréciée, et

l'Ae recommande de compléter les points suivants :

- ***la description du projet afin de mieux traduire la démarche de l'évaluation environnementale ;***
- ***le résumé non technique, afin qu'il explicite et résume l'étude d'impact ;***
- ***les enjeux principaux, en développant les impacts de l'exploitation, les mesures prévues pour éviter ou réduire les effets négatifs sur l'environnement et les mesures de suivi qui seront mises en œuvre ;***
- ***l'analyse des rejets polluants diffus (émissions et retombées d'ammoniac) et ponctuels (eaux de rinçage, jus de compost...) ;***
- ***l'évaluation des nuisances olfactives à chaque étape du compostage du fumier, permettant d'aboutir à la prise de mesures suffisantes et dont l'efficacité est vérifiée.***

Avis détaillé

I - Présentation du projet et de son contexte

Présentation du projet

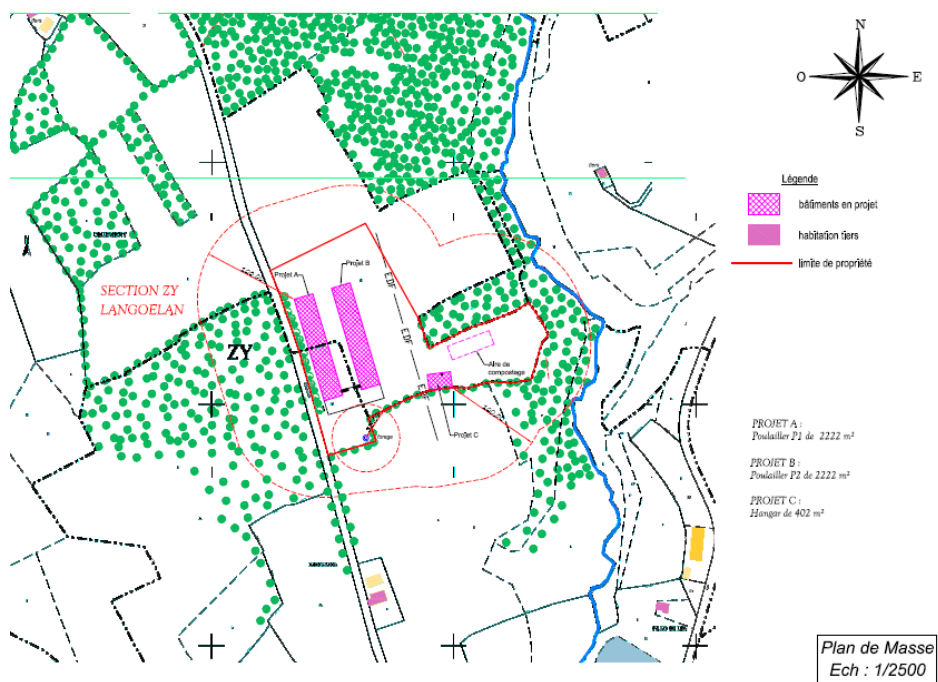
L'EARL de Kermaria, créée pour le projet, prévoit la construction de deux poulaillers de 2 222 m² chacun et d'un hangar de 402 m², au lieu-dit « Kermaria », sur la commune de Langoëlan (56), à 1,2 km au nord du bourg, sur des parcelles actuellement en culture. La production sera du poulet lourd (supérieur à 2 kg), mais pourra être amenée à évoluer selon les demandes du marché (poulet standard ou léger). Le nombre d'animaux par lot pourra ainsi varier de 88 000 à 120 000.

La société, qui ne dispose pas de terres de cultures pour l'épandage, prévoit de composter la totalité des effluents produits. La réalisation d'une plateforme de compostage de 690 m² à cet effet est envisagée et un contrat d'achat a été signé pour transférer le compost hors de l'EARL.

L'élevage sera mené en bâtiments, sans parcours, sur des litières à base de copeaux et sciures de bois (déposés sur béton). Les poulaillers seront équipés d'une ventilation dynamique et d'un éclairage par des lampes de type LED. Le hangar servira au stockage de la sciure (litière) et abritera un groupe électrogène, en cas de panne du réseau EDF. Le gaz servant au chauffage sera stocké dans deux cuves pour un stockage total de 3,5 tonnes. Le stockage des aliments sera réparti dans 6 silos dont 2 d'une capacité de 10 tonnes et 4 de 19 tonnes.

Les besoins en eau, estimés à 3 511 m³ par an, seront satisfaits par un forage qui sera créé sur le site de l'installation. Une réserve d'eau incendie sera également créée.

Le périmètre du projet comprend la construction des poulaillers, du hangar, de la plateforme de compostage et la réalisation du forage.



Le secteur est vallonné et le paysage alterne entre zone agricole et zone boisée. Le site du projet est implanté en zone agricole, il est desservi par la voie communale n°106. L'agriculture est la principale activité de la commune, elle représente 53 % des emplois et 59 % de sa surface. Les habitations les plus proches se trouvent, au sud et à l'est, à 195 mètres, et le cours d'eau le plus

proche, le ruisseau de Kerlann, à 175 mètres. Ce ruisseau se situe dans la partie haute du bassin du Scorff, identifié dans le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) comme ressource primordiale d'eau potable et de biodiversité pour le territoire, et pour lequel l'enjeu est de maintenir le bon état¹ écologique et atteindre le très bon état biologique.

Procédures et documents de cadrage

Le projet d'élevage relève de l'autorisation environnementale au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (pour l'activité d'élevage) et de la loi sur l'eau (pour le forage d'eau). Compte tenu de sa dimension, il entre dans le champ de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (IED) et est tenu, à ce titre, de recourir aux « meilleurs techniques disponibles » telles que définies dans le document de référence européen consacré aux élevages intensifs de volailles ou de porcs². De ce fait, le projet, comprenant les bâtiments d'élevage, le hangar, la plateforme de compostage ainsi que le forage, est soumis à étude d'impact.

La construction des bâtiments est soumise à permis de construire. Celui-ci a été déposé à la mairie de Langoëlan. La commune est dotée d'une carte communale approuvée en février 2008. Le site du projet est placé en zone non constructible, où les constructions ne sont pas autorisées à l'exception, entre autres, des constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole. Le projet est donc compatible avec le document d'urbanisme de la commune.

Le projet est concerné par le sixième programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (PADN). Il fixe des règles spécifiques concernant la gestion des effluents d'élevage, la fertilisation des cultures et les pratiques culturales. Il définit des zones d'actions renforcées (ZAR) dans lesquelles des mesures supplémentaires sont applicables. Le projet ne se situe pas en ZAR.

La gestion des fumiers par exportation hors de l'exploitation sous forme de compost (du fait de l'absence de surface épandable sur l'EARL) s'inscrit dans les dispositions de ce programme ainsi que celles du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne qui préconise, comme principaux axes d'amélioration, les pratiques visant à réduire les risques de transfert de nutriments (azote, phosphore) vers les eaux. Le SAGE du Scorff précise et complète ces dispositions. Cependant le dossier n'indique pas le devenir du compost et s'il est épandu, sa localisation.

Principaux enjeux identifiés par l'Ae

Le présent avis porte sur les principaux enjeux identifiés par l'Ae compte tenu de la nature du projet et de son site d'implantation :

- la préservation de la qualité de l'eau, de l'air, des sols et de la biodiversité, en lien avec la gestion des déjections animales. Les émissions atmosphériques d'ammoniac, qui représentent une part significative de l'azote excrété par les volailles et contribuent par leurs diffusion et retombées à la pollution diffuse des milieux naturels (air et eau) sont à prendre en compte. Le risque de pollution chronique ou accidentelle de l'eau et des milieux aquatiques, lié aux rejets (eaux pluviales potentiellement souillées, eaux de lavage, eaux d'extinction d'un éventuel incendie, jus de compost et épandage de ce dernier) doit également être considéré ;
- la protection du cadre de vie, qu'il s'agisse des nuisances potentielles ou du paysage. L'implantation de ce nouveau site d'élevage est en effet de nature à marquer durablement le

1 Une eau en bon état est une eau qui permet une vie animale et végétale riche et variée, une eau exempte de produits toxiques, une eau disponible en quantité suffisante pour satisfaire tous les usages et toutes les activités humaines. C'est un équilibre qui est recherché.

2 Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs.

paysage localement. Les émissions olfactives et le trafic généré sont également susceptibles d'impacter le voisinage ;

- la contribution à l'atténuation du changement climatique compte-tenu de la production de gaz à effet de serre pour le chauffage nécessaire et de la consommation énergétique.

II - Qualité de l'évaluation environnementale

Qualité formelle du dossier

Le dossier examiné par l'Ae se présente sous forme d'un volume unique regroupant la présentation de l'installation et du projet, l'étude d'impact et son résumé non technique, l'étude de dangers, la notice d'hygiène et sécurité ainsi qu'un ensemble de 9 annexes comprenant les plans. Le site étant concerné par la directive « IED », l'étude d'impact comprend un chapitre dédié à la justification de l'utilisation des meilleures techniques disponibles. Ces techniques sont présentées selon une approche réglementaire et non directement rattachées aux effets du projet et à leur transformation en effets résiduels non notables.

Des éléments nécessaires à la compréhension du projet sont absents dans l'étude ce qui ne permet pas une analyse complète du dossier :

- il est indiqué que les eaux de lavage des poulaillers seront récupérées et stockées, mais aucune précision n'est donnée sur les moyens de récupération et de stockage de ces eaux et leur devenir ;

- la description du forage et la prise en compte de ses impacts sur l'environnement sont absents ;

- la quantification des émissions d'ammoniac et de particules fines n'est mentionnée que dans l'évaluation des risques sanitaires, il serait attendu qu'elle soit présente dans l'étude d'impact et que les mesures prises pour en diminuer les effets soient mesurées ;

- aucune précision n'est apportée sur la gestion des jus de compost et sur les mesures prises pour éviter leur écoulement au milieu naturel, ni sur une éventuelle couverture de l'aire de compostage.

D'autres lacunes sont présentes dans la description du projet :

- la provenance des volailles, des aliments ainsi que la destination de ces animaux et du compost ne sont pas indiquées alors qu'elles sont parties intégrantes du projet ;

- les plantations projetées ne sont pas décrites.

Une confusion entre thématiques environnementales et enjeux ne permet pas une bonne appréciation du dossier. Par exemple, les sols sont identifiés comme un enjeu classé non notable car « il n'y est pas répertorié de particularités minérales ou géologiques », alors que l'enjeu serait la préservation des milieux naturels ou de la qualité agronomique des sols.

L'Ae recommande de restructurer le dossier, de compléter la description du projet afin de mieux traduire la démarche de l'évaluation environnementale menée.

Le résumé non technique présent est succinct (3 pages) et n'est pas suffisant pour répondre aux exigences du code de l'environnement (R122-5) et aux objectifs d'information pour l'enquête publique. Le résumé devrait, en effet, reprendre sous forme synthétique et accessible l'analyse de l'état initial, l'analyse des impacts du projet, les mesures prévues dans le cadre de la séquence ERC (éviter, réduire, compenser), éléments qui sont absents du résumé présenté.

L'Ae recommande de compléter le résumé non technique, ce document étant un élément essentiel pour éclairer le public sur le projet.

Qualité de l'analyse

L'étude d'impact, qui se limite majoritairement à un engagement de conformité réglementaire, ne met pas en évidence une réelle démarche d'évaluation environnementale ni la démonstration de la maîtrise des impacts potentiels qui devraient conduire à déterminer les conditions d'exploitation de l'élevage et de gestion des effluents.

Des enjeux secondaires sont bien traités tels que le bruit, les vibrations, les émissions lumineuses ou les déchets. L'analyse des autres enjeux est incomplète (voir § III). Des mesures, qui semblent bénéfiques pour l'environnement du projet, sont prises, mais elles ne sont pas rapportées à un enjeu spécifique ni quantifiées (mise en place de lignes pipettes pour la distribution de l'eau, d'un automate pour la programmation de la ventilation et du chauffage, lampes LED...).

Les choix effectués concernant l'implantation, le mode d'élevage, la gestion des déjections sont évoqués mais sans montrer en quoi les préoccupations environnementales ont contribué à leur élaboration. Le choix du site n'a pas été justifié au regard de l'artificialisation des sols.

Il n'est pas présenté d'alternatives concrètes au projet. Cette étape de l'évaluation doit pouvoir démontrer la recherche et l'adoption du meilleur compromis possible pour la préservation de l'environnement.

Les incidences du projet sur l'environnement sont listées sans évaluation de leur niveau et de leur probabilité. Ceci ne permet pas d'apprécier les risques liés à ces effets. Les mesures ne sont donc pas justifiées sur la base des niveaux d'impacts du projet, ni évaluées dans leur efficacité. Les impacts potentiels liés au forage ou aux émissions et retombées atmosphériques d'ammoniac ne sont pas analysés.

L'Ae recommande de caractériser quantitativement et qualitativement les incidences du projet, d'indiquer de manière précise les mesures prévues pour éviter ou réduire les effets négatifs sur l'environnement, ainsi que leur efficacité attendue, dans une démarche d'évaluation environnementale.

III - Prise en compte de l'environnement

Préservation de la qualité des milieux

Le projet est situé au sein de la ZNIEFF Forêt de Pont-Calleck. Le dossier indique qu'étant implanté sur une parcelle agricole exploitée entrant dans une rotation culturale et n'entraînant pas de destruction de haies, talus ou zones boisées, ce projet ne risque pas de remettre en cause la faune et la flore. Concernant la biodiversité, la continuité écologique ne semble pas impactée par le projet. Même s'il semble que les risques d'impact notable sur faune et la flore sont faibles, cette justification manque de précisions. Les surfaces cultivées ne sont pas dépourvues d'enjeux en termes de biodiversité, et la préservation des sols est un réel enjeu.

Les émissions d'ammoniac, du fait des retombées azotées qui en résultent à plus ou moins grande distance de la source, peuvent contribuer significativement, selon les secteurs, aux apports diffus d'azote sur les sols, qu'ils enrichissent ou acidifient, et potentiellement à l'altération des milieux naturels sensibles. L'émission annuelle d'ammoniac attendue en prenant en compte les mesures de réduction prévues (litière, aliments adaptés à chaque stade physiologique, ventilation...) est estimée à 5,7 tonnes par an. Les incidences de ces émissions sur le milieu ne sont pas étudiées.

L'Ae recommande d'étudier le niveau du risque des émissions d'ammoniac pour tous les milieux sensibles à un excès d'azote, d'appliquer, le cas échéant, des mesures de réduction et de proposer un suivi adapté aux conclusions de l'analyse menée.

Le manque d'informations sur les conditions de stockage du compost (confinement du jus de compost...) et sur la destination des eaux de lavage et d'extinction en cas d'incendie ne permet pas de se rendre compte de l'absence de risque pour les eaux et sols potentiellement exposés à un écoulement. De plus, le risque de pollution des eaux souterraines liées à l'emplacement du forage à l'amont topographique des bâtiments n'est pas analysé.

L'Ae recommande que les différentes mesures relatives à la gestion de l'eau soient décrites plus en détails de façon à garantir l'absence de rejets polluants.

Protection du cadre de vie

Trafic routier

Le trafic actuel et l'estimation du trafic induit par le projet ne sont pas indiqués ni comparés. Même si l'impact semble faible, aucune information ne permet de juger que le trafic induit n'est pas significatif.

L'Ae recommande de caractériser l'augmentation du trafic et les nuisances éventuelles pouvant être subies par les habitants du secteur.

Paysage

Le projet prévoit d'implanter les poulaillers en décaissé et de limiter leur hauteur à 8 mètres. De plus l'implantation d'une haie bocagère le long de la route et l'implantation du site entouré de zones boisées sont de nature à faciliter l'intégration du site dans son environnement. La simulation paysagère fournie devrait intégrer tous les équipements (plate-forme de compostage, clôtures...) et la vue côté nord est lointaine. La hauteur des autres constructions (hangar, silos...) n'est pas précisée, ni les caractéristiques de la future haie.

L'Ae recommande de consolider l'analyse de l'impact paysager, de façon à mieux rendre compte de la bonne intégration future du site d'élevage dans son environnement à partir de ses principaux points de visibilité.

Nuisances olfactives

Les sources potentielles d'odeurs sont bien identifiées. Des mesures sont prises pour limiter la propagation des odeurs comme le lavage régulier et la ventilation dynamique des bâtiments d'élevage, l'utilisation d'une litière à base de copeaux. Cependant concernant les odeurs liées au compostage du fumier, la seule mesure consiste à le recouvrir d'une bâche géotextile. Aucune mesure n'est prise pour éviter les odeurs pendant les périodes de retournement du compost, et leur périodicité n'est pas indiquée.

L'Ae recommande de procéder à une évaluation des nuisances olfactives à chaque étape du compostage du fumier, permettant d'aboutir à la prise de mesures suffisantes et dont l'efficacité est vérifiée.

Risques accidentels

Divers éléments susceptibles de déterminer un risque d'explosion et ou d'incendie (silos, cuves, poussières, copeaux) dans ce type d'exploitation. Le niveau de ces risques n'est pas présenté et l'efficacité des mesures n'est pas démontrée.

L'Ae recommande de compléter l'évaluation des risques incendie et explosion, notamment en termes de zones d'effets et d'effets cumulés et en expertisant l'efficacité des mesures prises.

Climat

Les principales consommations d'énergie de l'élevage en projet sont l'électricité pour différents postes dont la ventilation, l'éclairage, la distribution d'aliments et d'eau, et le gaz naturel pour le chauffage. De nombreuses mesures sont prises pour diminuer ces consommations : éclairage LED, automatisation de la ventilation et du chauffage, isolation des bâtiments. La consommation en eau sera également maîtrisée par la pose d'un compteur, la distribution par des lignes de pipettes évitant le gaspillage.

Les principales émissions de gaz à effet de serre résultent de la fermentation des litières et au niveau des lieux d'entreposage de ces effluents. l'alimentation multi-phases des volailles (adaptée aux besoins des différentes phases de croissance) contribue à une réduction de la concentration en phosphore et azote des déjections. La conduite de l'élevage sur litière de copeaux et l'aération des bâtiments grâce au système de ventilation dynamique réduisent le phénomène de fermentation des litières.

Les gains attendus par ces mesures ne sont pas précisés.

L'Ae recommande la production d'un bilan carbone permettant d'apprécier l'effet global du projet pour l'enjeu du changement climatique et de vérifier la suffisance des mesures envisagées.

Fait à Rennes, le 24 janvier 2018

La Présidente de la MRAe de Bretagne



Aline BAGUET